

AYA - Appui aux indiens Yanomami d'Amazonie

13, Rue des Bossons - CH - 1213 Onex / Genève - CCP 17-55066-2

Quelques brèves concernant l'Amazonie et les Indigènes du Brésil

AYA Info - No 132

Genève, le 05 mai 2020

"AYA Info" est en ligne sur deux sites Internet : Humanitaire.ws et MCI

Conformément à ce qui a été annoncé dans le bulletin No 123, cette édition est la reprise des notes publiées dans le blog que la « Tribune de Genève » nous a invités à tenir dans son édition électronique. Ces notes, et les précédentes, sont consultables avec ce lien :

<http://bcomoli.blog.tdg.ch>

Note du 12 mars 2020 :

François : Chère Amazonie

« Chère Amazonie ». C'est le titre donné par le pape François à l'« Exhortation apostolique post-synodale » [publiée](#) le 12 février dernier au Vatican. Un document qui est une réflexion sur le travail réalisé lors du synode des évêques des neuf pays amazoniens* réunis à Rome du 6 au 27 octobre 2019**. Une réunion au terme de laquelle a été adopté [un texte](#) « Amazonie : nouveaux chemins pour l'Église et pour une écologie intégrale » que François ne reprend pas, mais invite à lire dans son intégralité. Il adresse son message « Au peuple de Dieu et à toutes les personnes de bonne volonté ». Les cent onze paragraphes*** du texte sont répartis en quatre chapitres : un rêve social, un rêve culturel, un rêve écologique et un rêve ecclésial. Dans chacun d'eux, outre ses réflexions personnelles, François cite des passages de différents documents et auteurs comme c'est le cas dans de nombreux documents pontificaux. Il termine ainsi son introduction :

(§7) « *Je rêve d'une Amazonie qui lutte pour les droits des plus pauvres, des peuples autochtones, des derniers, où leur voix soit écoutée et leur dignité soit promue.*

Je rêve d'une Amazonie qui préserve cette richesse culturelle qui la distingue, où la beauté humaine brille de diverses manières.

Je rêve d'une Amazonie qui préserve jalousement l'irrésistible beauté naturelle qui la décore, la vie débordante qui remplit ses fleuves et ses forêts.

Je rêve de communautés chrétiennes capables de se donner et de s'incarner en Amazonie, au point de donner à l'Église de nouveaux visages aux traits amazoniens ».

Ci-dessous, quelques extraits de cette exhortation.

Un rêve social

(§8) Notre rêve est celui d'une Amazonie qui intègre et promeuve tous ses habitants pour qu'ils puissent renforcer un « bien-vivre ». [...] Parce que même, si l'Amazonie se trouve devant un désastre écologique, il convient de souligner qu'« une vraie approche écologique se transforme toujours en approche sociale qui doit intégrer la justice dans les discussions sur l'environnement, pour écouter tant la clameur de la terre que la clameur des pauvres ». Un conservatisme « qui se préoccupe du biome mais qui ignore les peuples amazoniens » est inutile ».

Et d'aborder ce qu'il considère comme injuste et criminel : (§12) [...] de nombreux drames ont été mis en relation avec une fausse « mystique amazonienne ». Il est connu que, depuis les dernières décennies du siècle passé, l'Amazonie a été présentée comme un vide énorme dont il fallait s'occuper, comme une richesse brute à exploiter, comme une immensité sauvage à domestiquer. Tout cela avec un regard qui ne reconnaissait pas les droits des peuples autochtones, ou simplement les ignorait comme s'ils n'existaient pas, ou comme si ces terres qu'ils habitent ne leur appartenaient pas. Même dans les programmes éducatifs des enfants et des jeunes les indigènes ont été vus comme des intrus ou des usurpateurs. Leurs vies, leurs inquiétudes, leurs manières de lutter et de survivre n'importaient pas, et on les considérait plus comme un obstacle dont il fallait se débarrasser que comme des êtres humains ayant la même dignité que tout un chacun, et avec des droits acquis.

(§14) Il faut donner aux entreprises, nationales ou internationales, qui détruisent l'Amazonie et ne respectent pas le droit des peuples autochtones au territoire avec ses frontières, à l'autodétermination et au consentement préalable, les noms qui leur correspondent : *injustice et crime*. Quand certaines entreprises, assoiffées de gain facile, s'approprient des terrains et vont jusqu'à privatiser même l'eau potable, ou bien quand les autorités donnent libre cours aux industries du bois, aux projets miniers et

pétroliers, et à d'autres activités qui dévastent la forêt et polluent l'environnement, les relations économiques se transforment abusivement et deviennent un instrument qui tue...

Plusieurs paragraphes de ce chapitre traitent encore de la nécessaire indignation et du devoir de demander pardon, du besoin de sens communautaire, de la dégradation des institutions et de l'importance du dialogue social.

Un rêve culturel

Pour François, (§28) « La question est de promouvoir l'Amazonie. C'est pourquoi il ne s'agit pas de la coloniser culturellement mais plutôt de faire en sorte qu'elle tire le meilleur d'elle-même. Voilà le sens de la meilleure œuvre éducative : cultiver sans déraciner, aider à croître sans affaiblir l'identité, promouvoir sans envahir. De même qu'il y a des potentialités dans la nature qui peuvent se perdre pour toujours, la même chose peut arriver avec les cultures qui portent un message non encore écouté, cultures plus que jamais menacées aujourd'hui ». François évoque la nécessaire conservation de ce qu'il appelle le polyèdre amazonien, soit la diversité culturelle des peuples amazoniens – y compris celle des groupes vivant en isolement volontaire - dont les racines sont est à préserver. Il plaide pour une rencontre interculturelle entre les cultures amazoniennes et les cultures urbaines de l'Occident. Il lance un avertissement : (§40) « Si les cultures ancestrales des peuples autochtones sont nées et se développent en étroite relation avec l'environnement naturel, elles peuvent difficilement rester intactes quand cet environnement se détériore ».

Un rêve écologique

(§ 41) « Dans une réalité culturelle comme l'Amazonie où existe une relation si étroite entre l'homme et la nature, l'existence quotidienne est toujours cosmique ». François commence par rappeler l'un des fondements de la foi chrétienne, à savoir un Dieu créateur de l'Univers. Il cite son prédécesseur Benoît XVI : « En plus de l'écologie de la nature, il y a donc une écologie que nous pourrions appeler « humaine », qui requiert parfois une « écologie sociale ». Et cela implique pour l'humanité [...] d'avoir toujours plus présent à l'esprit les liens qui existent entre l'écologie naturelle, à savoir le respect de la nature et l'écologie humaine ». Cette insistance sur le fait que « tout est lié » vaut spécialement pour un territoire comme l'Amazonie. Il poursuit : (§ 42) « La protection des personnes et celle des écosystèmes sont inséparables... ». Ce rêve fait d'eau. François consacre plusieurs paragraphes à l'importance de l'eau et du fleuve Amazone : (§ 43) « L'eau est la reine en Amazonie. Les rivières et les ruisseaux sont comme des veines, elle est déterminante pour toute forme de vie... (§ 49) « L'eau, abondante en Amazonie est un bien essentiel pour la survie humaine, mais les sources de pollution sont toujours plus grandes ». Il rappelle (§ 48), sous le titre « Le cri de l'Amazonie », comment l'équilibre planétaire dépend aussi de la santé de l'Amazonie. « Le cri de l'Amazonie parvient à tous car « la conquête et l'exploitation des ressources [...] menacent aujourd'hui la capacité même d'accueil : l'environnement comme « ressource » met en danger l'environnement comme « maison ». L'intérêt d'un petit nombre d'entreprises puissantes ne devrait pas être mis au-dessus du bien de l'Amazonie et de l'humanité entière. »

Un rêve ecclésial

Ce rêve, François désire le partager plus directement avec les pasteurs et les fidèles catholiques. Il y consacre la plus grande partie de son « Exhortation ». (§ 62) « Face à tant de besoins et d'angoisses qui crient du cœur de l'Amazonie, nous pouvons répondre par des organisations sociales, des ressources techniques, des espaces de discussion, des programmes politiques, et tout cela peut faire partie de la solution. Mais nous ne renonçons pas, en tant que chrétiens, à la proposition de la foi que nous recevons de l'Évangile... » Il insiste sur divers aspects d'une nécessaire inculturation**** : inculturation sociale et spirituelle. Inculturation de la liturgie et de la manière dont s'exerce le ministère. Il termine ce chapitre en parlant de la force et du don des femmes, de la cohabitation œcuménique et interreligieuse.

Ce document du pape était attendu à propos de l'accès des femmes au diaconat et, surtout, sa décision au sujet de l'ordination d'hommes mariés dans cette partie du monde. À propos des femmes, il s'en tient à un souhait : (§ 103) « Dans une Église synodale, les femmes qui jouent un rôle central dans les communautés amazoniennes devraient pouvoir accéder à des fonctions, y compris des services ecclésiaux qui ne requièrent pas l'Ordre sacré... ». Il passe sous silence l'accès d'hommes mariés à la prêtrise. Une demande que l'on retrouve dans le document final du synode, acceptée par 75% des 169 participants. Un sujet qui divise profondément l'Église romaine. Le courant conservateur hostile à cette ouverture semble indifférent au poids grandissant des Évangélistes en Amazonie... À la publication de l'Exhortation, de nombreux médias ont surtout souligné cette « absence » tendant par là à faire oublier les autres chapitres du texte.

Cependant, ce synode commence à développer des effets positifs. Ainsi, en Amazonie même, l'Église de Guyane a tenu un synode du 23 au 26 février au terme duquel ont été adoptées vingt-quatre « [Propositions pour le temps qui vient](#) ». Par exemple, sous le titre « Rêve social » : « *Nous ferons en sorte de demander pardon, dans une célébration solennelle pour la complicité vécue avec la colonisation, la traite des noirs et autres crimes du passé. Nous soutenons la demande des peuples de la forêt pour la ratification de la Convention 169 de l'OIT sur les droits des peuples autochtones et la reconnaissance de zones de propriété collectives en application des accords de 2017* ».

Qu'en sera-t-il dans les autres parties du monde ?

*Brésil, Bolivie, Colombie, Équateur, Guyana, Guyane française, Pérou, Suriname et Venezuela.

** Voir sur ce blog, la note du [6 octobre 2019](#)

*** Entre parenthèses (§xx) le numéro des paragraphes particulièrement concernés.

**** Inculturation : pour résumer, il s'agit de prendre en compte la spécificité des cultures locales au lieu d'imposer le modèle ecclésial des communautés « européennes ».

Documentation utile :

Encyclique Laudato Si', cliquer > [ICI](#) / Synode : Document préparatoire, cliquer > [ICI](#) , Document final, cliquer > [ICI](#) , Vote, cliquer > [ICI](#) , Exhortation apostolique post-synodale, cliquer > [ICI](#) , La présentation de l'Exhortation par la chaîne KTO sur Youtube, cliquer > [ICI](#)

Note du 22 mars 2020 :

Brésil : le coronavirus, un danger supplémentaire pour les peuples indigènes

La pandémie du coronavirus n'épargne pas le Brésil. Au soir du 21 mars, le [Ministère de la santé](#) annonçait 1'128 cas confirmés dans 26 États de l'Union et 18 morts dans ceux de São Paulo (15) et Rio de Janeiro (3). Pour ce qui est des indigènes, un premier [cas suspect](#) d'infection par le Covid-19 concerne une indigène [Pataxó](#) qui est à l'isolement dans son village du sud de l'État de la Bahia. Employée dans un hôtel de la région, elle est en attente du résultat du test. Trois [indigènes](#) (un adulte - guide touristique - et deux enfants) du peuple [Marubo](#) de la région d'Atalaia do Norte, dans l'État d'Amazonas, présentent également des symptômes d'infection.

Les organisations indigènes et indigénistes sont inquiètes. Elles redoutent qu'un nouveau « choc microbien », comme il y en a déjà eu dans le passé, vienne décimer les peuples premiers du pays. Aussi la réaction a été rapide. La première mesure, prise le 12 mars déjà, par l'Articulation des Peuples Indigènes du Brésil – APIB a été [le report](#), à une date ultérieure, pas encore fixée, du seizième « Campement Terre Libre », le grand rassemblement annuel des peuples indigènes de l'ensemble du pays. Une réunion initialement prévue du 27 au 30 avril à Brasilia. L'Articulation rappelle la nécessité de développer le service de santé indigène. Elle s'inquiète également des risques non seulement d'un ethnocide, mais aussi d'un douloureux génocide qu'une politique de contact avec les peuples isolés et de contact récent ferait courir à ces derniers. Sur sa [page Facebook](#) elle rappelle que les peuples indigènes, en raison de leur mode de vie communautaire, sont spécialement vulnérables à ces maladies introduites par les non-indigènes et contre lesquelles les méthodes traditionnelles de soins n'ont pas d'effet. Elle détaille la conduite à tenir face à cette pandémie. Plusieurs organisations indigènes ont déjà décidé de restreindre ou d'interdire l'entrée dans leur Terre Indigène (TI), de suspendre toutes les activités prévues à l'intérieur de celles-ci et les voyages de leurs membres à l'extérieur.

La Fondation Nationale de l'Indien – FUNAI s'est également manifestée. Un [arrêté du 17 mars](#), signé par son président, établit des mesures temporaires exceptionnelles pour lutter contre la propagation du Covid-19. Mais l'art. 4 de ce texte inquiète. Il permet aux Coordinations régionales de pouvoir autoriser le contact avec des communautés indigènes isolées. Une prérogative jusque-là réservée à la Coordination Générale des Indigènes Isolés et de Récent Contact – CGIIRC*. Nara Baré, la responsable de la Coordination des Organisations Indigènes de l'Amazonie Brésilienne – COIAB trouve ce texte « [confus et tendancieux](#) ». Le 19 mars, le Ministère Public Fédéral a adressé une « [Recommandation](#) » au président de la FUNAI lui demandant de s'abstenir de promouvoir des actions et/ou des activités laïques ou religieuses, terrestres, fluviales et/ou aériennes dans les zones proches des peuples isolés. Il lui recommande également de révoquer cet article 4.

Au début de ce mois de mars, une délégation brésilienne constituée de représentants de trois ONGs** et du leader yanomami Davi Kopenawa était à Genève pour la 43^e session du Conseil des droits de l'homme. Il s'agissait de faire connaître à ce dernier, et à l'opinion publique au niveau international, les risques pesant sur les peuples indigènes isolés. [Un rapport](#) a été publié pour l'occasion.

Les risques de propagation du covid-19 parmi les peuples indigènes est particulièrement marqué quand les TI sont envahies par des non-indigènes, notamment par des garimpeiros (des orpailleurs illégaux) comme c'est le cas pour la TI Yanomami. Récemment, la chaîne de télévision « France 24 » a publié un [reportage](#) montrant la détermination de ceux-ci à exercer librement leur activité maintenant que le Président de la République s'est déclaré favorable à l'exploitation minière dans les TI... Les menaces s'accroissent sur les peuples indigènes, en particulier sur les groupes isolés.

*Mis sous la responsabilité d'un évangélique en février dernier ce qui a provoqué de nombreuses réactions négatives. Voir sur ce blog la [note du 9 février 2019](#).

**Les trois ONG sont : [Conectas Direitos Humanos](#), [Comissão Arns](#) et l'[Instituto Socioambiental](#)

Note du 6 avril 2020 :

Brésil : assassinat d'un leader Guajajara



Le 31 mars le corps de Zezico Rodrigues a été retrouvé sur une route de la municipalité d'Arame dans la Terre Indigène – [TI Araribóia](#) (État du Maranhão). Il a été tué par balles. Zezico était professeur et directeur du Centre d'Éducation Scolaire Indigène Azuru dans le village de Zutiwa. Le 29 février, il avait été élu Coordinateur régional de la Commission des Caciques et Leaders de la TI Araribóia. Il était aussi engagé dans la lutte contre la destruction de la forêt par des « madeireiros » (trafiquants de bois).

L'Articulation des Peuples Indigènes du Brésil – [APIB](#) rappelle que Zezico est le cinquième indigène Guajajara

assassiné au cours de ces quatre derniers mois : « *Ce grand leader était connu pour être courageux dans la lutte pour les droits des peuples indigènes et de son peuple* » [...] « *Nous exigeons une enquête sérieuse de la Police Fédérale pour que ce brutal assassinat soit éclairci. Nous, de l'APIB, nous nous solidarisons avec toute la famille et les amis de Zezico et le peuple Guajajara dans ce moment de lutte.* »

Plusieurs [organisations indigénistes](#) *demandent aux organes compétents, comme le Ministère Public Fédéral, qu'ils actionnent la justice pour garantir le respect des droits des indigènes, surtout les droits territoriaux. La Fondation Nationale de l'Indien – [FUNAI](#) dit sa disponibilité à collaborer avec les organes chargés de l'enquête.

Selon une information parue [dans la presse](#) le 2 avril et confirmée par le Secrétaire des Droits humains du Maranhão, la Police civile a identifié des suspects et adressé un rapport à la Police Fédérale en charge de l'enquête.

Cet assassinat arrive au moment où les peuples indigènes s'efforcent de se protéger de la pandémie du Covid-19. La TI Arariboia - qui a déjà souffert de graves incendies et de nombreuses invasions** - abrite un groupe d'Awá-Guajá qui a choisi de vivre en isolement volontaire. Les peuples isolés sont particulièrement menacés en cas de contact. L'action de leaders comme celle de Zezico est capitale.

*Centre de Travail Indigéniste – CTI, Conseil Indigéniste Missionnaire – CIMI, Greenpeace Brésil, et l'Institut Socio-environnemental – ISA

**Voir sur ce blog les notes du [11 novembre 2015](#), [10 décembre 2016](#), [20 août 2018](#), [4 novembre 2019](#)

Photo : Zezico Rodrigues Guajajara © Elaíza Farias / Amazônia Real. Cliquer sur l'image pour en agrandir la taille.

Note du 19 avril 2020

Un ouvrage : L'Amazonie, histoire, géographie, environnement



Sorti de presse il y a un an déjà, cet ouvrage consacré à l'Amazonie brésilienne* a vu son auteur, François-Michel Le Tourneau recevoir le prix Sophie Barluet en février 2020.

Ce Prix, délivré par le [Centre National](#) (français) du Livre, est destiné à récompenser l'excellence d'un essai de sciences. Il est décerné par un jury composé de personnalités éminentes du monde intellectuel soucieuses de promouvoir une réflexion de qualité sur les questions de société contemporaine.

« L'Amazonie » n'existe pas. C'est par cette affirmation que commence l'introduction de l'ouvrage dans laquelle l'auteur donne les motifs qui l'ont incité à rédiger ce livre : « *Bien qu'il soit impossible de rendre justice à toutes les facettes de la complexité amazonienne en un seul ouvrage, ce livre souhaite atteindre deux objectifs simultanés. Le premier est de montrer en quoi les contresens ont guidé, et guident encore largement, le développement imposé par l'Europe (et l'occurrence le Portugal) puis par le*

Brésil devenu indépendant, à la région amazonienne. [...] Le second est de proposer une synthèse la plus documentée possible des évolutions de la période précolombienne à nos jours, ainsi qu'un tableau des enjeux contemporains... [...] J'espère que les lecteurs pourront trouver dans ces pages une information utile, non seulement de par les textes et les illustrations, mais également en poursuivant vers les thèmes qui les intéressent grâce aux nombreuses références bibliographiques. J'espère également que cet ouvrage et les concepts de contresens ou de malentendus amazoniens pourront aider à changer l'aspect exogène qui se trouve au cœur de la plupart des politiques appliquées à l'Amazonie, pour ouvrir la voie à des politiques définies de manière endogène et prenant en compte la connaissance que de nombreux segments de la population amazonienne continuent à avoir de leur environnement. Bien sûr, ce basculement ne devrait pas se produire uniquement dans cette région... »

Dans la première partie, l'auteur fait une description de l'Amazonie et de son état avant l'arrivée des Européens. La deuxième partie traite de la période qui va de 1500 à 1950. La troisième est intitulée « *Victime du « Développement » ?* ». La quatrième et dernière partie aborde les enjeux contemporains. La conclusion de l'ouvrage est une interrogation : « *Développer l'Amazonie ? Leçons et contresens* ».

Ce livre, pour reprendre la 4^e de couverture, est « *une lecture essentielle à l'heure où les annonces du gouvernement Bolsonaro viennent réveiller les inquiétudes.* »

Il serait intéressant d'avoir l'avis des organisations indigènes sur cet ouvrage, en particulier de celles qui ont élaboré un Plan de Gestion Territorial et Environnemental – PGTA comme celui des Yanomami présenté dans ce blog le [3 septembre 2019](#).

Actuellement ces organisations se mobilisent pour protéger les communautés du Covid-19. On déplore déjà plusieurs décès parmi les autochtones dont un Yanomami de 15 ans.

Références : L'Amazonie, histoire, géographie, environnement / François-Michel Le Tourneau / [CNRS éditions](#) / 15 rue Malbranche 75005 Paris / ISBN 978-2-271-11598-0 / 528 pages, 149 figures et 17 tableaux / 4 parties / 9 chapitres et une bibliographie (28 pages).

Rappel : En 2010, François-Michel Le Tourneau a publié « *Les Yanomami du Brésil – Géographie d'un territoire amérindien* », Voir sur ce blog, la note du [11 février 2011](#).

*L'Amazonie brésilienne représente 63% de ce territoire qui s'étend sur huit autres pays : la Bolivie 6%, la Colombie 7%, l'Équateur 1,5%, la Guyana 3%, la Guyane française 1,5%, le Pérou 10%, le Suriname 2% et le Venezuela 6%.

Illustration : 1^{ère} de couverture de l'ouvrage. Cliquer sur la vignette pour en agrandir la taille.

Note du 3 mai 2020

Peuples indigènes : quelques échos de l'actualité en Amazonie

Les informations en provenance de l'Amazonie au sujet du Covid-19 sont inquiétantes. De la Guyane à l'Équateur, en passant par le Brésil, les médias font état de situations alarmantes en raison de l'étendue des territoires à protéger, des déficiences des services de santé et/ou de sécurité. Mais aussi de la volonté de certains groupes de poursuivre leur activité illégale, l'orpaillage et la déforestation notamment. Sur ce blog, la note [22 mars 2020](#) signalait déjà les inquiétudes des organisations, indigènes. Voici quelques informations concernant surtout le Brésil.

Une demande à l'aide.

Le 31 mars, la Coordination des Organisations Indigènes du Bassin Amazonien – COICA qui regroupe des organisations indigènes des neuf pays amazoniens* a publié [une déclaration](#) dans laquelle elle demande que les gouvernements de la région, le Haut-Commissariat pour les droits humains, l'ONU et la coopération internationale prennent des mesures pour éviter que la pandémie ne devienne un génocide pour les peuples indigènes. Le [24 avril](#), en collaboration avec Amnesty International, elle a renouvelé son appel à l'aide internationale qui n'arrive pas. « *Maintenant, plus que jamais, il est urgent que les gouvernements nous protègent si réellement ils veulent protéger les forêts et la santé de toute l'espèce humaine* ». [...] « *Ne nous voyez pas comme des victimes, sachez que nous sommes des alliés-clés pour guérir notre maison commune afin et d'y assurer l'équilibre planétaire* ». La COICA annonce son intention de lancer un « Fonds d'urgence amazonien ».

* Bolivie, Brésil, Colombie, Équateur, Guyana, Guyane, Pérou, Suriname et Venezuela.

Un Yanomami victime du Covid-19

Le 9 avril, Alvanei Xirixana*, un étudiant Yanomami âgé de 15 ans est [décédé du Covid-19](#) à l'Hôpital Général de Roraima – HGR, un établissement public situé à Boa Vista, la capitale de cet État du nord du Brésil. Alvanei était originaire de la communauté Helepe, un village du nord de la [Terre Indigène Yanomami](#) (TI-Y), proche du rio Uraricoera envahi par des milliers d'orpailleurs illégaux. Selon l'agence *Amazônia Real*, Alvanei avait déjà consulté des services de santé dès le 18 mars. Il avait séjourné dans sa communauté, puis était retourné à l'HGR le 3 avril. [Testé négatif](#) au Covid-19 une première fois, avant un deuxième test positif le 7 avril, faisant de lui le premier Yanomami atteint par la pandémie. Alvanei a été [enterré dans un cimetière](#) de Boa Vista sans que ses parents en soient informés. Ceux-ci auraient souhaité que le corps de leur fils fasse l'objet d'une crémation selon le rituel funéraire traditionnel yanomami. Ce 2 mai, des [nouveaux cas](#) confirmés de Yanomami atteints du Covid-19 ont été annoncés.

*Prononcer « Chirichana »

Des Yanomami vont s'isoler en forêt

Plus concrètement et dans l'immédiat, les organisations autochtones ont très vite traduit l'alerte dans les différentes langues indigènes en donnant des consignes de confinement dans les communautés et en leur demandant d'interdire l'accès à leurs territoires. Elles recommandent d'annuler toutes les rencontres et regroupements qui pourraient faciliter l'extension de la pandémie. Le Service et Coopération avec le peuple Yanomami – SECOYA* signale que les Yanomami du rio Marauia ont décidé d'appliquer un rituel appelé « wayumzi », soit de quitter pour deux mois leurs « xapono » (villages) et de s'isoler complètement en forêt avec quelques provisions et leur matériel de chasse. Confinement oblige, la SECOYA a suspendu ses activités de terrain et pratique le télétravail.

*Le partenaire de AYA

Une victoire contre une mission évangélique.

Les peuples vivant en état d'isolement volontaire sont particulièrement en danger. La [Terre Indigène de la Vallée du Javari](#), tout à l'ouest de l'Amazonie brésilienne abrite plusieurs de ces groupes. Consciente d'un risque de génocide, l'Union des Peuples Indigènes de la Vallée du Javari – [UNIVAJA](#) a demandé à la justice d'empêcher des missionnaires évangéliques de « Mission Nouvelles Tribus du Brésil » d'aller à leur contact. Le 16 avril, un juge de Tabatinga a [donné suite](#) à la requête de l'UNIVAJA et leur a interdit tout contact avec l'un ou l'autre de ces groupes. Une victoire dont [se réjouit](#) l'organisation indigène.

Le président de la FUNAI s'en prend aux droits territoriaux des indigènes

Le 22 avril, le président de la Fondation Nationale de l'Indien - [FUNAI](#), Marcelo Augusto Xavier da Silva, a publié une « [Instruction Normative](#) (IN No 9/2020) » au Journal Officiel de l'Union qui, de fait, facilite la « régularisation » des invasions illégales opérées, notamment par des « *grileiros** », dans les Terres Indigènes - TI dont le processus de démarcation n'est pas arrivé à terme. Il est à rappeler qu'en octobre 1988, lors de l'adoption de la Constitution, un délai de cinq ans avait été donné au gouvernement pour démarquer toutes les TI. Une disposition non-appliquée. Plusieurs centaines de TI sont concernées par cette IN. L'ONG « [Indigénistes Associés](#) » qui regroupe des fonctionnaires de la FUNAI a publié [une analyse](#) du document au terme de laquelle elle exprime son inquiétude devant ces obstacles à l'application des droits territoriaux : « *Si rien n'est fait pour empêcher que la politique indigéniste suive cette voie, le scénario que l'on peut imaginer est le durcissement des conflits fonciers entre indigènes et non-indigènes avec une augmentation prévisible des épisodes violents, y compris des cas de morts.* » Le 28 avril, le Ministère Public Fédéral a publié une « [Recommandation](#) » signée par 49 Procureurs de 23 États demandant au président de la Funai d'annuler cette IN. L'Articulation des Peuples Indigènes du Brésil – APIB aussi [demande l'annulation](#) immédiate de cette « Instruction ». Il en va de même pour le Conseil Indigéniste Missionnaire – [CIMI](#). À suivre...

*Grileiro : individu qui s'approprie des terres par de faux documents.

Le 16^e Campement Terre Libre s'est déroulé « online »

La pandémie du Covid-19, a mis l'Articulation des Peuples Indigènes du Brésil – APIB dans l'impossibilité de réunir comme prévu, à Brasilia du 27 au 30 avril, les représentants des peuples indigènes pour un 16^e « Campement Terre Libre »*. L'Articulation a organisé la rencontre de manière virtuelle relayée sur trois réseaux sociaux**. Les débats, interventions et rencontres ont pu être suivis en direct. De nombreux thèmes ont été abordés : les actes de résistance dans les différentes régions, le changement climatique, le combat contre les attaques législatives et administratives, les peuples en situation d'isolement volontaire, l'exploitation minière, les actions contre le Covid-19, etc. Un « [Document final](#) » a été adopté. Sa conclusion : « *À nos peuples et organisation, nous disons : résister toujours avec le savoir que nous avons reçu de nos ancêtres, pour les actuelles et futures générations de nos peuples. Et que la solidarité nationale et internationale s'intensifie dans ce moment de mort, renforcé par la négligence du gouvernement Bolsonaro, et dans le même temps de gestation d'un nouveau temps pour nos peuples, la société brésilienne et l'humanité entière* ».

*Voir sur ce blog, la note du [22 mars 2020](#). **Sur Facebook : [Mídia NINJA](#), [Mídia Índia](#) et [APIB](#)